



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Saint Liguair
Rue Alfred Nobel
79 000 Niort
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Niort, le 17 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ST GOBAIN GLASS SOLUTIONS MENUISIERS IND

ZI du Vivier
79700 Saint-Pierre-Des-Échaubrognes

Références : 0007202845/2026/133
Code AIOT : 0007202845

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement ST GOBAIN GLASS SOLUTIONS MENUISIERS IND implanté ZI du Vivier 79700 Saint-Pierre-des-Échaubrognes. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite vise à faire essentiellement un point de la situation administrative du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ST GOBAIN GLASS SOLUTIONS MENUISIERS IND
- ZI du Vivier 79700 Saint-Pierre-des-Échaubrognes
- Code AIOT : 0007202845
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Business Unit Menuisiers Industriels (BUMI) fait partie du groupe Saint-Gobain.

La BUMI se compose de quatre sites répartis sur le territoire français : Auvergne Isolation (15), Centre-Est Vitrage (71), Climaver (35) et Glassver (79) et regroupe plus de 500 collaborateurs.

Le site Glassver (nom commercial du site connu dans la base ICPE sous le nom Saint-Gobain Glass SOLUTIONS MENUISIERS IND), objet de la visite, est dédié à la transformation et la distribution des vitrages isolants pour ses clients fabricants de fenêtres, baies vitrées, vérandas et portes d'entrées.

Le site dispose de six lignes de production dont deux lignes automatisées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2 - annexe 1	Sans objet
2	Bruit	Arrêté Ministériel du 30/05/1997, article 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est actuellement classé pour l'activité de travail du verre sous le régime de la déclaration ICPE au titre de la rubrique n°2524.

En parallèle, il apparaît que le site est implanté dans une zone humide. Il est rappelé à l'exploitant que toute modification des installations est susceptible de relever d'une déclaration IOTA au titre de la loi sur l'eau - zone humide (rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature IOTA).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2 - annexe 1
Thème(s) : Situation administrative, dispositions générales
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel précité sont applicables : - aux installations nouvelles (déclarées à partir du 1er octobre 1997) à partir du 1er octobre 1997, - aux installations existantes (déclarées avant le 1er octobre 1997) selon les délais mentionnés à l'annexe II. Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de ces dispositions.
Constats : Le site de Saint Gobain Glass est actuellement situé sur l'ensemble des parcelles cadastrales de l'ancien site ICPE précédemment exploitées par Monsieur AUDOUIT : le récépissé de déclaration n° 1926 pour la rubrique 272-a et 272-b (transformation de matières plastiques) a été délivré le 19 septembre 1990 au bénéfice de l'ancien exploitant. Les parcelles cadastrales concernées sont : BD N° 31, 32, 33, 39, 40, 41, 42 et 43. D'après cet acte, il s'était engagé à effectuer la notification prévue à l'article 34-1, II du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 (notification de mise en sécurité du site dès l'arrêt définitif de l'exploitation). L'inspection n'a pas connaissance à ce jour de la réalisation de cette notification de cessation des activités relevant de l'ancienne rubrique 272. Lors de la présente visite, la société exploitante actuelle Saint Gobain Glass a présenté un acte notarié indiquant que la société SARL PROFILING avait exercé une activité de transformation de matières plastiques sur ces parcelles jusqu'au 30 juin 2006. Renseignements pris, il s'avère que l'atelier de Monsieur AUDOUIT a été vendu à la société

PROFILING (voir extrait du BODACC n°86 A du 2 mai 2011). La société PROFILING n'était pas connue des services de l'inspection sur ce site. Elle n'avait pas procédé au changement d'exploitant.

Actuellement, l'usage de ces parcelles par l'entreprise Saint-Gobain Glass est un usage industriel.

Par ailleurs, après recherches auprès des services de la Préfecture, le site dispose :

- un RD (Récépissé de Déclaration) n° 3357 du 10/03/1998 pour rubrique n° 2524,
- un RD n° 3552 L du 08/12/1998 pour l'extension d'un bâtiment,
- un RD n° 5031 du 23/03/2004 pour l'extension du site,
- un RD N° 5222 du 13/06/2005 pour une extension du site (rubrique n° 2524),
- une prise d'acte n° 2006/0027 du 03/02/2006 pour l'extension du bâtiment de production avec intégration des parcelles cadastrales du site précédemment exploité par Monsieur AUDOUIT,
- un RD n° 2006/0027 du 01/10/2008 pour les rubriques ICPE n° 2524, n° 2560-2 et n° 2920-2b,
- une prise d'acte du 28/11/2008 pour la construction d'un auvent métallique,
- une prise d'acte du 21/07/2010 pour l'extension d'un bâtiment industriel,
- une prise d'acte n° D7624 du 22/10/2013 pour la SAS GLASSVER,
- un RD n° D7743 du 12/03/2014 pour le changement d'exploitant à son nom Saint Gobain Glass Solutions Menuisiers Industriels pour la rubrique n° 2524,
- un RD n° D7744 du 12/03/2014 pour les activités ICPE n° 2524, n° 2560 (67,78 kW) et n° 2920.
- un RD n° 8200 du 17/02/2016 pour une extension (bâtiment de stockage d'accessoires),
- des preuves de dépôt du 23/07/2018, du 10/05/2021 et du 16/12/2021 pour des extensions de bâtiments (passerelles, parking et cour logistique) et de modifications pour la rubrique n° 2524 (751 kW).

Concernant la rubrique 2920 :

L'exploitant a transmis une liste des équipements de compression avec une puissance installée totale de 217 kW. La rubrique associée à cette activité (rubrique ICPE n° 2920) a été supprimée par décret n° 2008-900 du 22 octobre 2018. Le site n'est donc plus classé pour cette rubrique.

Concernant la rubrique 2560-2 :

L'exploitant effectue du travail mécanique des métaux pour une puissance totale de 110,71 kW. Le seuil de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des ICPE est de 150 kW. Le site n'est plus classé à déclaration du fait d'une évolution de la nomenclature (seuil de déclaration passé à 150 kW).

Cette activité de travail mécanique des métaux est également non classée au titre des ICPE.

Concernant la rubrique 272 :

Elle a été remplacée par les rubriques n° 2661 et n° 2662.

L'exploitant transforme des polymères pour une quantité de 0,49 tonne par jour (donnée pour l'année 2024). Aussi, cette activité est actuellement non classée au titre de la rubrique n°2661 de ladite nomenclature car le seuil d'entrée est la transformation de 2 tonnes par jour de polymères.

L'exploitant stocke actuellement des polymères pour un volume de 58 m³ sur le site. Le seuil d'entrée sous le régime de la déclaration est de 100 m³ pour le classement au titre de la rubrique n°2662 de la nomenclature des ICPE (stockage de matières premières). Par conséquent, cette activité est actuellement non classée au titre de la rubrique précitée.

Concernant les autres rubriques :

- L'exploitant a précisé qu'il ne dispose ni de capacité de fusion sur le site (fours), ni de fabrication du verre, d'atelier de laquage, de peinture ou de chaufferie sur le site. Le site n'est donc pas

concerné par les rubriques n° 2530, n° 2940, n° 2910 et n° 3330.

- Par ailleurs, l'exploitant dispose d'équipements réfrigérants pour une quantité totale de fluide de 61,39 kg. Le seuil de déclaration avec contrôle périodique est de 300 kg pour la rubrique n° 1185-2 de la nomenclature ICPE. Par conséquent, l'activité exercée est actuellement non classée au titre des ICPE.

- L'exploitant dispose d'un stock de bois (palettes, tasseaux, profilés de bois) pour un volume total de 218,82 m³. Le seuil de la déclaration au titre de la rubrique n°1532 de la nomenclature des ICPE est de 1 000 m³. Cette activité de stockage de bois est aussi non classée au titre des ICPE.

- L'exploitant dispose d'une liste des quantités de substances inflammables présentes sur le site. Les informations transmises indiquent la non-atteinte des seuils d'entrée sous le régime de la déclaration ICPE avec contrôle périodique pour les rubriques n° 4330 et 4331.

- Concernant la rubrique ICPE n° 2925, l'exploitant a communiqué une liste des équipements de charge répartis sur l'ensemble du site. Le total de puissance indiqué est 26,39 kW, ce qui est inférieur au premier seuil de déclaration de la rubrique.

Concernant la rubrique 2524 :

L'exploitant a présenté la liste mise à jour des puissances des équipements liés à l'activité de travail du verre sur le site, classés sous le régime de la déclaration pour la rubrique n°2524 de la nomenclature des ICPE pour un total de 772,1 kW.

Cette liste indique une augmentation de la puissance installée par rapport à la dernière déclaration faite en 2021 (751 kW).

Par télédéclaration du 30/12/2025 (preuve de dépôt n°A-5-ZN-77RGIUN8), l'exploitant a mis la situation administrative de son site.

En conclusion, les activités sont actuellement classées au titre de la rubrique 2524 soumise à déclaration.

L'inspection rappelle que, selon l'article R.512-54-II du Code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Par ailleurs, le site est implanté dans une zone humide (selon l'article L.211-1 du Code de l'environnement, complété par l'arrêté modifié du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'environnement, l'Observatoire de la Biodiversité Végétale de Nouvelle Aquitaine et le service en ligne Géoportail) : il dispose d'un plan d'eau entouré par de la végétation à l'intérieur du périmètre ICPE.

L'inspection rappelle que toute opération de modification de ce plan d'eau est soumise à la rubrique Loi sur l'eau - IOTA "3.3.1.0 : Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais".

Sur ce sujet, deux règlements des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau s'appliquent sur la commune de Saint-Pierre des Echaubrognes (SAGE du bassin du Thouet et SAGE Sèvre Nantaise). En particulier, l'article 2.1.4 du SAGE du bassin du Thouet adopté le 29 juin 2023 précise les règles à respecter pour tout projet en lien avec une zone humide et fait également référence à la démarche ERC (Eviter, Réduire et Compenser) par rapport aux atteintes à l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de cessation d'activité sur le site, l'exploitant veillera à prendre en compte les activités ICPE passées sur les parcelles cadastrales BD N° 31, 32, 33, 39, 40, 41, 42 et 43 de la commune de Saint-

<p>Pierre des Echaubrognes (correspondant aux parcelles d'implantation de l'ancienne activité de l'exploitant AUDOUIT avec un usage industriel).</p> <p>Pour tout projet de modification du plan d'eau, l'exploitant doit en informer au préalable l'inspection des ICPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/05/1997, article 8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit</p>
<p>Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
<p>Constats : Le rapport d'impact sonore du 4 juin 2025 réalisé par le bureau DEKRA a été transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement par courriel du 16 décembre 2025. Sept points de mesures ont été retenus à savoir: - 3 points en Zone à Emergence Réglementée (ZER: Habitations) - 4 points en limite de propriété du site. Ce rapport de mesures de bruits aériens dans l'environnement indique en conclusion que l'impact sonore engendré par l'activité de la société SAINT GOBAIN GLASS à Saint Pierre des Echaubrognes (79700) est conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>